

Émeutes des 25, 26 et 27 mai 1967 en Guadeloupe



1997, la Guadeloupe se rappelle de ce qui s'est passé 30 ans plus tôt dans ses rues et dans son cœur. Une page blanche de l'histoire Guadeloupéenne tente d'être écrite par son peuple.

2007, 40 ans après les faits, la mémoire se ravive, le voile se lève petit à petit sur ce qui a été un MASSACRE de Guadeloupéens par l'autorité française

Mai 2007. C'est avec la manifestation du 1^{er} mai dernier que s'est ouvert un mois de commémoration des évènements qui se sont déroulés en amont et tout au long du mois de mai 1967 en Guadeloupe. Les neuf organisations syndicales alors réunies à Capesterre Belle-Eau (sud Basse-Terre) demandent, 40 ans après, « La vérité sur le massacre de mai 1967 ». Une série de débats et de réflexions ce sont tenues tout au long de ce mois de mai 2007. Plus que la fête du travail, le 1^{er} mai dernier lançait un mois de commémoration des évènements de mai 67 en Guadeloupe. L'UGTG, l'union générale des travailleurs guadeloupéens, soutenue par la CGTG, FO et cinq autres organisations syndicales, décidait de demander la vérité sur les évènements de Pointe-à-Pitre. Tandis que quelques semaines auparavant, le mouvement culturel *Voukoum*, plus connu pour son activité carnavalesque, organisait un moment de réflexion sur les évènements de Basse-Terre. *An tout sòs concept* a proposé, samedi 5 mai, *Mé, mwa pou sav' - Mémwa pou sav'* (Mai, mois pour savoir, Mémoire pour savoir). Une soirée en hommage aux évènements « qui marquèrent cette période de notre histoire il y a tout juste 40 ans ». La jeunesse locale en quête de son histoire ? « *Mé, mwa pou sav', Mémwa pou sav'* » est un concept visant à promouvoir et à diffuser l'histoire de la Caraïbe à travers la création de supports et la mise en place de manifestations à destination du grand public. *Mé mwa pou sav', Mémwa pou sav' 2007* sera l'occasion d'ouvrir une page de notre histoire avec les rencontres *Lékòl òbò kaz* fondées sur le principe de l'université de la rue, l'institution du savoir populaire: «La cour (Lakou)» » expliquent les organisatrices, Kareen Fleming et Myriam Badia.

Retour se les évènements de mai 1967.

En mai 67, en Guadeloupe, les revendications syndicales se sont mêlées aux revendications politiques. Cela a entraîné une série d'évènements souvent sanglants. C'est quelques années après l'indépendance de l'Algérie (1962), un peu plus de dix ans après l'indépendances des anciennes colonies françaises d'Afrique noire (fin des années 50, début des années 60), une vingtaine d'années après la départementalisation de la Guadeloupe, jusque là *colonie française*, plusieurs années avant la fin des guerres de décolonisation de l'Afrique noire portugaise (Mozambique, Angola) et en pleine mouvance indépendantiste, que s'inscrivent les évènements tragiques de mai 1967.

Tout débute le 20 mars 67, quand un riche marchand d'origine européenne, connu pour ses sympathies avec l'UNR (le parti de de Gaulle) lance son chien sur un artisan noir. Il s'en suit, à Basse Terre, une émeute de 3 jours (les 20, 21 et 22 mars) brutalement réprimée. De nombreux manifestants sont jetés en prison. Un ouvrage intitulé « Le procès des Guadeloupéens » paru en 2003, retranscrit l'ensemble de l'affaire.

Là-dessus se greffe la revendication des ouvriers guadeloupéens qui demandent une augmentation salariale de 2,5 %. Les négociations échouent et débouchent sur un mouvement de révolte qui entraîne les mêmes devant les portes de la Chambre du commerce et de l'industrie de Pointe-à-Pitre le 26 mai. Les forces de l'ordre appelées sur les lieux tirent. L'une des premières victimes fut Jacques Nestor, militant du GONG (groupement d'organisations nationalistes de la Guadeloupe), très populaire à Pointe-à-Pitre. Le lendemain, les lycéens de Pointe-à-Pitre descendent dans la rue pour rejoindre les ouvriers. Les forces de répressions font de nouveau usage de leurs armes. Rapidement, les affrontements s'étendent à toute la ville. Les jours qui suivent donnent lieu à une vague de répression et d'arrestations, notamment parmi les militants du GONG qui sont emprisonnés, inculpés, et envoyés en métropole pour atteinte à l'intégrité du territoire national. Le nombre de victimes reste, jusqu'à nos jours, sujet à caution. On parle en effet dans les jours qui suivent de cinq morts. En 1985, suite aux nombreuses interpellations du gouvernement, les chiffres officiels font état de 87 morts. Le 1^{er} mai de la même année, plusieurs jeunes et travailleurs venus manifester à Capesterre Belle-Eau sont interpellés.

Les guadeloupéens n'ont pas accès aux documents de l'époque classés secret défense jusqu'en 2017. Pourquoi ? Des politiciens qui ont permis ce massacre sont encore vivants ! (Rechercher par exemple dans les conseillers du gouvernement français de l'époque, un guadeloupéen connu apparaîtra, entre autre). On ne connaît pas avec exactitude le nombre de morts de cette émeute. Pourquoi ? Parce qu'il s'agissait d'un massacre, un carteron de légionnaires furieux de ne pas prendre l'avion à 18 heures puisque réquisitionnés à 17 h 00, après l'annonce de la mort de Nestor. Parce que, comme en Algérie, la politique a protégé ce massacre. **Refusons l'oubli, écrivons sur cette période ce que nous savons, les vérités historiques doivent être sues, non pour renforcer une révolte transatlantique mais pour faire un travail de mémoire, casser la machine de l'oubli en place en Guadeloupe et en Métropole et pour se souvenir des morts.**